

PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Service Connaissance Etudes, Prospective
Evaluation

Lyon, le 02 AOUT 2012

Affaire suivie par : Laurence Cottet-
Dumoulin
Unité Évaluation Environnementale
Télécopie : 04 26 28 67 79
Courriel : laurence.cottet-dumoulin
@developpement-durable.gouv.fr

→ GFR
→ BEA

noté

Monsieur,

Dans le cadre de la réforme des études d'impact, vous avez déposé le 29 juin 2012 un formulaire d'examen au cas par cas et ses annexes pour le projet d'aménagement du « Bottet-Verchères » sur la commune de Rillieux-la-Pape (69).

J'ai l'honneur de vous adresser la décision prise par l'Autorité environnementale (AE) le 1er Août 2012.

Conformément aux textes en vigueur, cette décision est publiée sur le site internet de l'Autorité environnementale. Elle figure également dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public conformément aux dispositions de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement.

Veuillez agréer, monsieur le maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet de région, par délégation,
le directeur régional,

Service CÉPÉ
Le chef de l'unité Évaluation Environnementale
des plans, Programmes et Projets

Nicole CARRIÉ

Société d'Équipement du Rhône et de Lyon (SERL)
Monsieur Eric Brassard, Directeur Général,
4 boulevard Eugène Deruelle, BP 3099
69 398 Lyon Cedex

PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Service Connaissance Études Prospective
Évaluation

ARRÊTÉ n° A08212P0016
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE, du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 22 mai 2012 fixant le modèle du formulaire de la «demande d'examen au cas par cas» en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 12-120 du préfet de région Rhône-Alpes du 23 avril 2012 portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Monsieur Philippe Ledenvic, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes du 22 juin 2012 portant délégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°**F08212P0016** et ses annexes relatifs au projet d'aménagement du « Bottet-Verchères » sur la commune de Rillieux-la-Pape (69).

Vu la consultation du directeur général de l'agence régionale de santé-délégation territoriale de l'Isère et sa réponse en date du 3 juillet 2012 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en l'aménagement sur une surface de 8 876 m² et après démolition de la copropriété commerciale existante, de deux îlots représentant 15 056 m² de Shon (10 938 m² de Shon de logements, 1 944 m² de Shon de surfaces commerciales, 2 174 m² de Shon de locaux tertiaires) avec prolongation de deux voiries ;

Considérant qu'il s'agit d'un projet de renouvellement urbain, dans une zone ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière ;

Considérant qu'un projet similaire avait antérieurement été porté par l'EPARECA et avait obtenu une Déclaration d'Utilité Publique pour sa réalisation ;

Considérant que l'étude d'impact qui avait été menée concluait à des impacts limités ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'aménagement « Bottet-Verchères » sur la commune de Rillieux-la-Pape (69) qui fait l'objet d'un permis d'aménager est dispensé d'étude d'impact.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des procédures ou autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Lyon, le 1^{er} Août 2012

Pour le préfet de région, par délégation
le directeur régional

Service CÉPÉ
Le chef de l'unité Évaluation Environnementale
des plans, Programmes et Projets

Nicolas CARRIÉ

Délais et voies de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes

Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE /Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes

Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE /Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

92055 Paris-La-Défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif compétent (TA de Lyon, Palais des juridictions administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03)

(Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).